

زياد العذاري هو من مواليد 30 مارس 1975 بسوسة متزوج وأب لطفل.

له تكوين مزدوج في القانون والاقتصاد والعلاقات الدولية. متحصّل على شهادة الدراسات المعمّقة في القانون الخاص من الجامعة التونسية وشهادة الماجستير في القانون الدولي المقارن وقانون الدول العربية وشهادة المرحلة الثالثة في القانون البنكي والمالي من جامعة السربون (باريس 1). وبالتوازي مع ذلك تابع دروسا في الاقتصاد والمالية كما درس العلوم السياسية والعلاقات الدولية في معهد الدراسات السياسية بباريس. وهو مرسم بهيئة المحامين بتونس وعمادة المحامين بباريس.

عمل السيد زياد العذاري بباريس محاميا مستشارا في مؤسسات استشارية دولية كبرى مختصا في الاستثمارات والعلاقات الاقتصادية الدولية والمشاريع الكبرى والشؤون الاقتصادية والمالية. و تشمل تجربته مرافقة لعدد الدول والمنظمات والمؤسسات الدولية لتنفيذ مشاريع دولية كبرى في مجال التنمية والمشاريع الكبرى في عدة بلدان في مجالات الصناعة والبنية التحتية والنقل والطاقة والخدمات وإعادة هيكلة وتمويل المجمعات الصناعية الكبرى وعقود الشراكة بين القطاعين العام والخاص. له خبرة في تسوية النزاعات الدولية وخاصة تلك المتعلقة بإجراءات التحكيم الدولي بين الدول والمستثمرين الأجانب.

التحق بالحكومة منذ 06 فيفري 2015 كوزير للتكوين المهني و التشغيل ثمّ كوزير الصناعة والتجارة في حكومة الوحدة الوطنية. و قبل التحاقه بالحكومة كان السيد زياد العذاري في 2014 نائبا بمجلس نواب الشعب وبالمجلس الوطني التأسيسي بين 2011 و2014.

هذا ويتقن السيد زياد العذاري ثلاث لغات: العربية والفرنسية والأنجليزية كتابة وتخطابا.

Zied LADHARI
Né le 30 mars 1975, Sousse
Marié, un enfant

Avocat Admis aux Barreaux de Tunis et de Paris

Consultant et Expert en Affaires Internationales

Ancien Député à l'Assemblée des Représentants du Peuple

Ancien Député à l'Assemblée Nationale Constituante

Ancien Chargé de cours en Droit économique et des Affaires.

Etudes & Formation

DEA en Droit privé Général, Faculté de droit et des Sciences Politiques de Tunis.

Master 2 en Droit Comparé- Droit des Pays Arabes, Université de Paris I, Sorbonne.

Master 2 en Droit Bancaire et Financier, Université de Paris I, Sorbonne.

Master 2 en Relations Internationales, Institut d'Etudes politique de Paris.

Programmes Complémentaires de formation:

- Formation en Droit comparé et américain (Columbia University, New-York)
- Formation en Droit International, ancien auditeur de l'Académie de Droit International de La Haye.
- Cours de soir en Economie et Finance, IHEC.

Principaux Domaines de Compétence

- **Grands Projets & Investissements Internationaux:** Assister aussi bien des Etats (Ministères des Finances, de l'Investissement Extérieur, de l'Industrie, des Infrastructures, etc.), des agences étatiques, grandes entreprises publiques que des investisseurs étrangers dans le cadre de la négociation et la mise en place de grands projets ou investissements internationaux, principalement en Afrique et zone MENA, dans le domaine des infrastructures, des services (notamment financiers) ou de projets industriels ou immobiliers d'envergure (rédaction et négociation de lettres d'intention; conventions BOT/concession; Partenariats Publics Privés; joint venture; conventions d'ingénierie, de travaux et de construction; conventions et accords industriels et commerciaux...);
- **Banque & Finance Internationale:** Conseiller et assister des Etats ou grands groupes privés en matière de restructuration financière et de recapitalisation de grands groupes industriels ; opération de Private Equity et de haut de bilan; assister aussi bien en matière de réglementation bancaire et financière que sur les aspects transactionnels en matière d'investissement direct étrangers ; rédaction et négociation d'accords de financement, de restructuration de dette et des sûretés/garanties y afférentes);
- **Arbitrage International.** Assister des Etats ou des multinationales dans le cadre de procédures d'arbitrage international (ad hoc ou institutionnels type Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce International ou de l'Organisation Africaine de la zone OHADA) et les procédures d'exequatur ou d'annulation y afférentes, (notamment en Afrique et MENA).

Expérience Professionnelle

• Grands Projets, Investissements & Contrats Internationaux

- Conseil d'un Etat africain dans ses négociations portant sur un projet immobilier majeur (établissement d'une zone franche sur une surface de 10.000 hectares/valeur totale de 800 millions USD);
- Conseil d'une société portuaire dans le cadre de ses négociations avec un opérateur international portant sur l'octroi d'une concession portuaire (valeur globale de 450 M USD);
- Conseil dans le cadre de la gestion d'aéroports en Afrique (contrats d'exploitation et de maintenance d'aéroports ; contrats d'équipement d'un nouvel aéroport);
- Conseil de gouvernements africains sur la rédaction et la négociation de plusieurs accords préliminaires d'investissement (secteurs des infrastructures, de l'immobilier, de l'industrie et du tourisme);
- Conseil dans le cadre des négociations portant sur de nombreux accords de concession en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale;
- Conseil dans le cadre d'un projet de cimenterie dans la négociation d'une concession minière;
- Conseil du maître d'ouvrage dans ses négociations avec l'entrepreneur dans le cadre de travaux de réhabilitation, de construction et de rénovation d'établissements hôteliers.
- Conseil de l'Etat dans ses négociations avec une compagnie aérienne internationale dans le cadre de son retrait d'une compagnie nationale de transport aérien;
- Conseil de l'Etat en sa qualité d'actionnaire dans le cadre d'une opération de restructuration financière et de recapitalisation d'un groupe industriel (matières premières);
- Conseil dans le cadre du lancement d'une compagnie aérienne en Afrique;
- Conseil du cédant dans le cadre d'une cession de contrôle d'un groupe bancaire en Afrique;
- Conseil du cédant dans le cadre de ses négociations avec un fonds d'investissement en vue d'une cession d'un bloc de contrôle dans un groupe industriel;
- Conseil de l'actionnaire d'une compagnie de transport aérien dans ses négociations avec un fonds d'investissement dans le cadre du transfert d'une participation;
- Conseil d'un opérateur de venture leasing sur plusieurs opérations d'investissement dans le secteur des télécoms et des nouvelles technologies en France;
- Conseil d'un opérateur majeur d'Electricité en France dans le cadre d'une opération de restructuration de dette d'un montant de sept milliards euros suite à la filialisation de l'activité de transport d'électricité et le transfert des actifs y afférents;
- Conseil d'une banque de développement régionale, sur des contrats de refinancement de projets consentis au profit des Etats et aux banques locales de la zone UEMOA ;
- Conseil de l'emprunteur dans le cadre d'un contrat de refinancement d'un montant de 80 millions euros et sur le « security package » y afférent ;
- Conseil d'un pool bancaire sur la mise en place du Security package d'un financement d'un montant de 200 millions euros consenti à un groupe industriel franco-canadien ;

• Arbitrage International

- Conseil d'un Etat africain dans le cadre d'un arbitrage international auprès de la Chambre de Commerce International (CCI) relatif à un contentieux concernant un projet minier et d'infrastructures en Afrique (investissement d'une valeur de 2 milliards USD);
- Conseil d'un groupe européen dans le cadre d'une procédure d'arbitrage international auprès de la Cour d'Arbitrage de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) à l'encontre d'un Etat africain relativement à une concession dans le secteur aéroportuaire;
- Conseil d'un Etat africain dans le cadre d'un arbitrage international CCI l'opposant à un groupe européen relativement à un important projet d'infrastructures;
- Conseil d'un Etat africain dans le cadre d'une procédure arbitrale OHADA l'opposant à un groupe bancaire étranger relativement à un projet d'investissement dans le secteur financier ;
- Conseil d'un groupe européen dans un arbitrage CCI relatif à une cession de sociétés en Afrique.

• Travaux de Recherche & Publications

- Contribution au "Guide des règles nationales de procédure pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales", supplément spécial 2008 du Bulletin de la Cour Internationale d'Arbitrage de la CCI.
- "Le cadre juridique des devoirs et obligations des banques en matière de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme", mémoire en Banque & Finance, Sous la direction du Professeur Bernard Bouloc, Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris.
- "La charge de la preuve en matière fiscale", mémoire en droit fiscal, DEA en droit privé général, sous la direction du Professeur Abdlemajid Abouda, FDSP, Tunis.
- Démocratie, Bonne Gouvernance et Développement Humain: quelles réformes pour le monde arabe selon le Rapport arabe de Développement Humain, mémoire de recherche Sciences Po Paris, Sous la direction de S. Tadjbakh, Paris
- "Démocratie au monde arabe : quelle stratégie pour les Etats-Unis ?", article de recherche Sciences PÔ Paris, sous la direction du Professeur Luis Martinez, Paris.
- " La démocratie, facteur de stabilité dans les relations internationales ?", article de recherche Sciences PÔ Paris, Sous la direction de Mme Thérèse DELPECH, Paris.
- "Lecture dans l'émergence de la Nouvelle Turquie, la démocratie et l'AK Party", article de recherche Sciences Po Paris, Sous la direction du Professeur Olivier Roy, Paris.

• Activités Politiques & Associatives

- Secrétaire Général, ancien porte parole et Membre du Bureau Exécutif du Parti Ennahdha
- Membre Fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme, Section de la Sorbonne, Paris
- Membre actif de l'organisation mondiale de lutte contre la corruption Transparency International, Paris.
- Membre du Comité de Pilotage de la Conférence de Tunis, Fondation allemande Bertelsmann Stiftung, Berlin.

Langues

- Arabe : maternelle
- Anglais, français: courant (très bon niveau à l'oral et à l'écrit)